

FNAF-CGT CGT-INRA SYAC-CGT CGT-UNECCA

DÉCLARATION COMMUNE LORS DU 9^e CONGRÈS DE LA FNAF-CGT

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : DES ENJEUX NATIONAUX POUR LES SALARIÉS

Les chiffres de la FAO sont dramatiques et accusateurs. Près d'un milliard d'êtres humains dans le monde souffrent de la faim, en progression constante. Le système capitaliste fait la démonstration de son incapacité à répondre aux besoins alimentaires des populations. Pire encore il dit son refus d'y répondre. 105 milliards d'euros seront redistribués aux sociétés de traders de la bourse de New York cette année, quand seulement un vingtième de cette somme est consacré annuellement à lutter contre la faim dans le monde ! Un nouvel ordre alimentaire mondial est à construire dont l'un des fondements doit être le respect de la souveraineté alimentaire impliquant de rendre au peuple le pouvoir sur son agriculture et son alimentation.

L'éradication de la faim relève avant tout de choix politiques. Tous les peuples y sont confrontés, y compris ceux des pays capitalistes développés. Les orientations de la PAC intègrent de plus en plus l'Europe agricole dans la domination capitaliste et impérialiste en en faisant une zone de libre-échange soumise à la « concurrence libre et non faussée » et s'insérant dans une spéculation financière et foncière à l'origine de l'explosion de la faim. Ces orientations engagent une restructuration sans précédent des agricultures de chaque pays d'Europe concerné mettant en cause les capacités agricoles et alimentaires des pays et leur souveraineté alimentaire. Enfermés dans le carcan de l'Europe capitaliste, les compromis politiques se réalisent sur le dos des peuples. Les États ne peuvent déroger ni au principe, ni à sa logique capitaliste. L'intervention publique nationale est marginalisée par un cadre strict ne leur laissant que l'adaptation aux conséquences de ces orientations. Aucune des mesures du bilan de la PAC n'a remédié aux déséquilibres subis par les paysans, aux plus graves atteintes à la sécurité alimentaire de millions d'Européens.

Les pays capitalistes les plus « développés » imposent à des milliards d'êtres humains un fardeau de plus en plus insupportable. Le poids de la dette qui anémie le développement humain n'a jamais été si dur. Sous les hospices du FMI et des géants de l'agrobusiness, c'est la terre même de ces peuples qui aujourd'hui est mise à l'encan. L'Europe, sous couvert de construire un pôle de développement régional défendant son prétendu « *modèle social* » participe de cette domination. Elle entend embrigader les salariés et leurs organisations syndicales dans des alliances politiques qui provoquent guerres économique et militaire contre les peuples.

Les gesticulations médiatiques de Sarkozy ne peuvent masquer son parfait accord avec la soumission de l'agriculture nationale aux lois du marché capitaliste et aux appétits des transnationales du secteur. La restructuration de l'État détruit des emplois publics utiles, s'attaque aux missions du ministère de l'agriculture et de ses établissements publics et aux services affaiblis par des politiques de restrictions budgétaires des gouvernements successifs et dont l'existence est aujourd'hui

purement et simplement menacée. L'enseignement et la recherche agronomique publics sont la cible d'une volonté politique de démantèlement du service public et d'abandon de leurs missions. Ils sont aussi soumis aux critères de compétitivité et de rentabilité les inscrivant dans une logique de privatisation en contradiction avec les intérêts des salariés, des agriculteurs, des travailleurs de la terre et ceux des industries alimentaires, de la population. La marchandisation des formations et des connaissances constitue en elle-même une menace contre notre civilisation. Les chambres d'agriculture bénéficient de financements publics. Elles sont souvent mises en « concurrence » avec les services de l'Etat et sont également la cible de la RGPP. La privatisation du Crédit Agricole et sa banalisation participent de la même logique de financiarisation, tournant le dos à une politique de financement en faveur de l'emploi et de l'amélioration de la vie des territoires.

Le peuple français a rejeté cette Europe capitaliste lors du référendum de 2005 contre le traité constitutionnel. Seule une rupture avec la soumission aux lois du marché capitaliste pourra permettre de garantir l'indépendance, le progrès social, la souveraineté alimentaire des peuples. L'agriculture et l'alimentation sont des activités structurantes du territoire et participent du maintien des services publics en zones rurales. Notre pays doit reconquérir la maîtrise de sa politique agricole et alimentaire pour répondre aux besoins alimentaires en quantité et en qualité.

Les analyses de la situation dans les secteurs agricoles et alimentaires montrent une cohérence des politiques mises en œuvre en France, en Europe et dans le monde. Des luttes nombreuses s'opposent à ces stratégies. Cette cohérence nécessite de renforcer la réflexion et l'action collectives des organisations CGT concernées. Elle appelle à poursuivre le travail de convergence dans nos analyses et propositions afin de construire des ripostes cohérentes à tous les niveaux et dans toutes les instances de représentation des salariés de nos secteurs professionnels. Ces convergences doivent participer de la construction de mobilisations massives et lucides des salariés et de nombre de catégories sociales et socioprofessionnelles de notre pays, notamment des agriculteurs acculés à la misère et à la ruine, et pour imposer d'autres politiques guidées par la satisfaction de leurs revendications légitimes et des besoins des populations.

Clermont-Ferrand,
Le 24 novembre 2010